



Boycotts, Désinvestissements, Sanctions : la réponse efficace au plan Trump.

La campagne BDS¹ a été lancée par la **société civile palestinienne** en 2005, suite à des dizaines d'années de lutte contre Israël et sa **politique d'apartheid**. Les Palestiniens font appel aux citoyens du monde et à leur conscience, afin que prenne fin le plus long conflit de l'histoire récente, en leur demandant de **boycotter tous les produits israéliens**, mais aussi de pratiquer un **boycott sportif, culturel et universitaire**. Ils nous demandent également de faire pression sur les entreprises étrangères, notamment européennes, afin qu'elles arrêtent leur **collaboration**.

Dès juillet 2005, la campagne BDS est impulsée en Europe par le Comité européen de coordination des ONG sur la question de la Palestine (EECP), en Belgique présidé par Pierre Galand.

Malgré de nombreuses oppositions venant au niveau gouvernemental d'Israël, qui y voit une tentative de délégitimer l'Etat d'Israël lui-même, mais aussi venant de Grande-Bretagne, de France et d'Allemagne entre autres, le mouvement BDS progresse d'année en année.

Quelques points forts de BDS en 2019² : l'**Afrique du Sud** a réduit ses relations diplomatiques avec Israël - la fédération européenne des services publics (8 millions d'adhérents) **ETUC** a appelé à suspendre l'accord d'association de l'UE avec Israël - l'abandon par des firmes comme Bombardier, Alstom, Siemens, Mcquarie d'un **projet de lignes ferroviaire pour les colonies illégales** sur des terres volées aux Palestiniens à Jérusalem-Est - l'annulation de diverses représentations d'artistes et chanteurs; seuls 10% des touristes attendus étaient présents pour **l'Eurovision** - une journée mondiale d'action et de boycott contre la firme **Puma** pour son soutien à l'occupation militaire, de même contre **Cemex**, firme mexicaine, qui aide à construire le mur et à bâtir dans les colonies - 240 intellectuels juifs de la diaspora et israéliens ont signé une **lettre au gouvernement allemand** pour défendre le droit d'en appeler au BDS comme un instrument de résistance légitime et non-violente - D'importantes **victoires judiciaires en Allemagne** sur le droit de soutien au BDS lors d'organisation d'événements **et aux USA** (ainsi au Texas).

L'ONU publie finalement une liste des sociétés commerçant avec les colonies israéliennes³. Après 3 ans de reports et la mobilisation de la société civile et d'une coalition d'Etats membres, les Nations-Unies se sont résolues à publier ce mercredi 12 février 2020, une liste de **112 entreprises** qui continuent de **commercer illégalement**, – selon le droit international -, avec les colonies israéliennes en Cisjordanie. Par communiqué, le bureau de la Haute Commissaire aux droits de l'homme Michelle Bachelet a rendu public les noms de ces entreprises : Alstom (voir aussi plus haut) , mais aussi Airbnb (qui propose 200 locations dans les colonies), ou encore Oposo, Expedia, Bookin.com ... Une majorité sont israéliennes (94). Elles sont intégrées au territoire israélien et travaillent dans les colonies les plus proches du territoire israélien, comme dans une sorte de continuum.

Un autre rapport sur le business avec l'économie de la colonisation israélienne⁴ ... La recherche menée par Profundo mentionne elle, **208 sociétés** d'exploitation sur territoire palestinien pour collaboration aux colonies : HeidelbergCement (Allemagne) et Enerpoint /solaire - (Italie), mais aussi Max Bögl Group, Siemens, PASCON, SMA Solar, REFU Solar (Allemagne) ; Ineco, ACS Group (Espagne) ; CNH Industrial, JCB (Grande-Bretagne) ; Alstom (France). Les prêts des banques européennes pour les secteurs des ressources naturelles, du tourisme, de l'énergie et des banques s'élevaient à **25 milliards \$ US** et la valeur des actions et obligations détenues par les investisseurs européens à **17,02 milliards \$ US**.

A suivre ...

¹ <https://www.bdsfrance.org/> - 12- 13 juillet 2005 ; Palestinian BDS National Committee (BNC)

² www.bdsmovement.net – trad. MUV – Agence Media Palestine

³ Louis Imbert et Marie Bourreau – Le Monde 14 février 2020, p.3 ; AG de l'ONU 1 février 2018 – A/HRC/37/39

⁴ Profundo – CNCD 11.11.11 www.cncd.be – 25 juin 2018 ; voir aussi Plate-forme Moyen Orient pour les élections mai 2019